



ORGANISME DE GESTION DE L'INSTITUT STANISLAS

1 Place Stanislas – CS 70046

06414 CANNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025

SIÈGE SOCIAL : 30 chemin de Saint-Henri, CS 90116, 13322 MARSEILLE CEDEX 16 – Tél : 0800 979 977 (Appel non surtaxé) – www.exco.fr

NOS BUREAUX

LE CANNET ♦ SALON-DE-PROVENCE

04 92 59 20 70 04 90 56 21 38



A l'Assemblée Générale de l'Institut STANISLAS,

1 - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Organisme de Gestion de l'Institut STANISLAS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

4 – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

SIÈGE SOCIAL : 30 chemin de Saint-Henri, CS 90116, 13322 MARSEILLE CEDEX 16 – Tél : 0800 979 977 (Appel non surtaxé) – www.exco.fr

NOS BUREAUX

LE CANNET ♦ SALON-DE-PROVENCE

04 92 59 20 70

04 90 56 21 38

4 – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

5 – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6 – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Cannet, le 09 janvier 2026

**Le Commissaire aux Comptes
EXCO OMNI AUDIT**

Aurélie SIMON NOSSARDI

BILAN ACTIF

STANISLAS CANNES

	ACTIF	EXERCICE N 2024-2025			EXERCICE N-1 2023-2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET 2024-2025	NET 2023-2024
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :			-	-
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés	73 233	73 233	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :			-	-
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	19 180 574	13 416 229	5 764 346	6 176 998
	- Installations techniques, matériel et outillage	4 732 340	4 447 185	285 156	376 520
	- Amélioration des sols et des milieux	-	-	-	-
	- Autres Immobilisation Corporelles	7 333 126	6 024 507	1 308 619	1 651 343
	- Immobilisations corporelles en cours	623 032	-	623 032	151 275
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	120 246	-	120 246	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			8 101 399	8 356 135
A C T I F C I R C U L A N T	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :			-	-
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	555 579	114 486	441 093	542 682
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	50 122	-	50 122	50 122
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES			491 215	592 804
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)			8 592 613	8 948 939
	STOCKS ET EN-COURS	33 234	-	33 234	35 843
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	13 788	-	13 788	22 110
	CREANCES :			-	-
A C T I F C I R C U L A N T	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 685	19 387	26 298	16 074
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	1 013 136	-	1 013 136	1 109 508
	TOTAL CREANCES			1 039 435	1 125 581
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	698 283	-	698 283	570 997
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	5 403 338	-	5 403 338	4 703 254
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	199 390	-	199 390	203 364
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)			7 387 468	6 661 149
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
A C T I F C I R C U L A N T	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (I)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			15 980 081	15 610 088



BILAN PASSIF STANISLAS CANNES
--

		NET 2024-2025	NET 2023-2024
FONDS S O C I A L I T É	FONDS PROPRES	-	-
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	16 626	16 626
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	16 626	16 626
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	- Fonds propres statutaires	-	-
	- Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES	-	-
	- Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	- Réserves pour projet de l'entité	434 674	434 674
	- Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	434 674	434 674
D E T T E S	REPORT A NOUVEAU	8 791 265	7 962 728
	RESULTAT DE L'EXERCICE	841 278	828 537
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	10 083 842	9 242 564
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	1 367 466	1 355 184
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	11 451 309	10 597 749
	FONDS REPORTEES E DEDIES	-	-
	- Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	- Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (II)	-	-
P R O V I S I O N S	PROVISIONS	-	-
	- Provisions pour risques	-	-
	- Provisions pour charges	785 704	1 041 889
	TOTAL PROVISIONS (III)	785 704	1 041 889
D E T T E S	DETTES	-	-
	- Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	- Emprunts et dettes financières diverses	1 340 959	1 828 151
	- Emprunts et dettes financières diverses	4 603	4 699
	- Avances et acomptes reçus	838 040	837 078
	- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	958 443	723 772
	- Dettes des legs ou donations	-	-
	- Dettes fiscales et sociales	392 587	385 227
	- Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 814	14 890
	-Autres dettes	130 367	159 743
	- Instruments de trésorerie	-	-
	- Produits constatés d'avance	65 255	16 890
	TOTAL DETTES (IV)	3 743 068	3 970 451
Ecart de conversion passif (V)		-	-
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)		15 980 081	15 610 088

Le 28/11/2025 à 11:00
Dossier : STANISLAS CANNES, Année scolaire : 2024-09-01
État Financier : Bilan en Liste (PCG 2023)
Période de calcul : du 01/09/2024 au 31/08/2025



COMPTE DE RESULTAT

STANISLAS CANNES

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services	8 618 395	8 624 228
Ventes de biens	20 321	14 996
<i>dont ventes de dons en nature</i>	-	-
Ventes de prestations de service	8 598 074	8 609 232
<i>dont parrainages</i>	-	-
Production stockée	-	-
Production immobilisée et autoconsommée	-	-
Produits de tiers financeurs	2 959 464	2 849 549
Concours publics et subventions d'exploitation	2 959 464	2 849 549
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	-	-
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	898 915	693 242
Utilisations des fonds dédiés	-	-
Autres produits	18 559	17 701
TOTAL I	12 495 334	12 184 720
CHARGES D'EXPLOITATION	-	-
Achats de marchandises	22 133	12 728
Variation de stock	626	996
Autres achats et charges externes	5 283 877	5 244 288
Aides financières	3 188	8 801
Impôts, taxes et versements assimilés	320 741	320 269
Salaires et traitements	2 855 208	2 700 217
Charges sociales	1 548 238	1 427 416
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 303 455	1 322 545
Dotations aux provisions	595 246	572 391
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	45 027	56 158
TOTAL II	11 976 488	11 663 816
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	518 846	520 904
PRODUITS FINANCIERS	-	-
De participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	14 803	14 803
Autres intérêts et produits assimilés	120 641	90 105
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 523	5 616
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL III	138 967	110 523
CHARGES FINANCIERES	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	34 495	44 481
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV	34 495	44 481
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	104 473	66 042
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	623 319	586 945



COMPTE DE RESULTAT

STANISLAS CANNES

	Exercice N 2024-2025	Exercice N-1 2023-2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
Sur opérations de gestion	32 682	29 358
Sur opérations en capital	315 996	257 424
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
TOTAL V	348 678	286 781
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-
Sur opérations de gestion	704	3 581
Sur opérations en capital	112 241	29 839
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
TOTAL VI	112 944	33 420
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	235 734	253 361
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	17 774	11 770
Total des produits (I + III + V)	12 982 979	12 582 024
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	12 141 701	11 753 487
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	841 278	828 537
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	-	-
Bénévolat	-	-
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	-

Le 28/11/2025 à 10:50

Dossier : STANISLAS CANNES, Année scolaire : 2024-09-01

État Financier : Compte de Résultat (PCG 2023)

Période de calcul : du 01/09/2024 au 31/08/2025



STANISLAS CANNES
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

SOMMAIRE

	Pages
A) Faits caractéristiques de l'exercice	2
B) Evénements postérieurs à l'exercice	4
C) Principes, règles et méthodes comptables	4
1- Principes	4
2- Immobilisations corporelles et incorporelles	4
3- Immobilisations financières	4
4- Valeurs mobilières de placement	5
5- Fonds propres	5
6- Subventions d'investissement	5
7 - Provisions	5
8 - Placement Andante	5
9 - Autres	6
10 - Correction d'erreurs	6
D) Notes sur le bilan	7
1. Tableau de mouvements des Immobilisations	7
2. Tableau de mouvements des Amortissements	7
3. Détail des immobilisations financières	8
4. Etat des échéances des créances	8
5. Etat des produits à recevoir	8
6. Valeurs mobilières de placement	8
7. Charges constatées d'avance	9
8. Tableau de variation des fonds propres	10
9. Tableau de suivi des subventions	11
10. Tableau de mouvement des provisions	12
11. Etat des échéances des dettes	12
12. Etat des charges à payer	12
E) Notes sur le compte de résultat	12
1. Chiffre d'affaires	12
2. Autres produits	13
3. Reprises sur provisions et transferts de charges	13
F) Engagements hors bilan	13
1. Engagements donnés	13
2. Engagements reçus	13
3. Sûretés réelles	13
4. Autres engagements	13



ANNEXE AUX COMPTES GENERAUX

INFORMATIONS GENERALES

Nom de l'OGEC : O.G.I.S (Organisme de Gestion de l'Institut Stanislas) - 1 Place Stanislas - CS 70046 - 06414 CANNES Cedex

Date de création

1975

Objet social : L'organisme de gestion (OGIS) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein et d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé »

L'OGIS pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGIS pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGIS pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Nature et périmètre des activités réalisées

Activités pédagogiques	Effectif moyen 24/25	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle - élémentaire	581	Restauration scolaire
Enseignement secondaire : collège, lycée général et technologique	1662	Etudes
Enseignement supérieur : CPGA, BTS, L3, CPES	489	Garderie
		Internat
		Ateliers - Programmes
		Boutique

Moyens mis en œuvre

ETP

Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat

160

Personnel salarié

66,55

Personnel bénévole

NS

Locaux scolaires

20 400 M²

Modalités d'occupation : bail commercial avec le propriétaire des locaux la SCI Saint-Albert le Grand pour l'Enseignement Catholique du Diocèse de Nice

Rachat des locaux et bâtiments de Stanislas aux Marianistes par la SCI SAINT ALBERT LE GRAND POUR L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DU DIOCESE DE NICE le 24 octobre 2019.

Signature d'un bail commercial de onze ans à compter du 1er novembre 2019 entre l'OGIS et la SCI SAINT ALBERT renouvelé pour une durée de neuf ans jusqu'au 31 octobre 2039.

Signature d'un bail emphytéotique de quatre vingt dix neuf ans à compter du 1er novembre 2039 jusqu'au 31 octobre 2138.

A) FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le bilan de l'exercice clos le 31/08/2025 avant répartition du résultat, totalise la somme de **15 980 081 €**.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un bénéfice de **841 278,29 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du **01/09/2024** au **31/08/2025**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels

Ces comptes annuels ont été arrêtés le **27 novembre 2025** par notre Conseil d'Administration.

Ils ont été constitués selon le règlement ANC 2022-01 & 2022-02 du 19 décembre 2022 applicable pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2023.

Direction - Organisation

Il n'y a pas de faits notables sur cet exercice.

Nouveaux emprunts - Trésorerie - Placements

Placements de la somme de 2 498 513 € sur des comptes à terme, compte sur livret, livret A et obligations auprès de la BPMED, de la Société Générale et du Crédit Coopératif.

Social

a - Convention collective et accord d'entreprise

Signature en juillet 2025 d'une décision unilatérale de l'OGIS sur la mise en place d'une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat de 500 € versée en août 2025.

Au niveau de la NAO de Stanislas, il a été décidé une revalorisation des salaires à hauteur de 3% en lieu et place de la revalorisation de 0,5% (FNOGEC) décidée dans le cadre de la NAO nationale.

b - Contrats en alternance

Le nombre d'apprentis sur l'exercice est de 3 : deux ASEM et une coordinatrice écologie & développement durable.

c - Contrats aidés

néant

d - Amélioration des conditions de travail

néant



e- Formation

Dans le cadre du plan de formation 2024-2025, 59 salariés ont bénéficié d'une formation individuelle soit un total de 782 heures de formation.

f - Entretien

Réalisation des entretiens professionnels et d'analyse triennale obligatoires tous les 3 ans.

La périodicité de l'entretien professionnel a été modifiée au 1er septembre 2022 par la convention collective EPNL.

Créances et intérêts intercalaires dus par la SCI St Albert le Grand pour l'Enseignement Catholique du Diocèse de Nice, sociétaire propriétaire.

Nous avons versé la somme de 50 000 € à la SCI SAINT ALBERT LE GRAND POUR L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DU DIOCESE DE NICE au titre de dépôt de garantie.

Heures de délégation des enseignants, agents de l'Etat

Il est rappelé que dans divers arrêts prononcés depuis mars 2009, la cour de cassation met à la charge des établissements scolaires sous contrat d'association avec l'Etat le paiement des heures de délégation effectuées par les enseignants au cours de leurs mandats de délégués du personnel, membres du comité d'entreprise et du CHSCT.

La FNOGEC a édité une procédure de paiement, les enseignants n'étant pas salariés de l'Organisme de Gestion.

Depuis le 01/01/2018 la législation a été modifiée et les heures de délégation font l'objet d'un bulletin de salaire.

Informations complémentaires :

Travaux et installations 2024/2025

Le montant total des immobilisations portées à l'actif du bilan sur la période 2023/2024 s'élève à : 437 329 € dont :

155 808 € Menuiseries
70 472 € Chauffage, plomberie, électricité, clim
51 217 € Matériel informatique
50 470 € Faux plafonds, sols
39 424 € Matériel vidéo
18 902 € Mobilier
12 644 € Matériel de cuisine
10 420 € BSO, rideaux
9 855 € Agenc. amen & install divers 10 ans
8 622 € Matériel scolaire
7 896 € Agenc. amen & install divers 5 ans
600 € Travaux des cours

Le montant des travaux en cours au 31 août 2025 s'élève à : 743 278 € dont :

620 032 € Travaux cours lycée
110 465 € Ascenseurs collège & lycée
9 781 € Sol RDC collège

La taxe d'apprentissage de l'année 2024 s'élève à 56 723,13 €. A ce jour, nous avons perçu 22 315,10€ perçus au titre de l'année 2025. Elle est destinée à financer l'achat d'équipement informatique et prendre en charge une partie des frais de fonctionnement du lycée technique.

Autres informations :

Publication de la rémunération des cadres dirigeants (loi 2006-586 du 23 mai 2006)

Reconduction de la position de l'OGIS prise depuis l'exercice 2009/2010 qui est de ne pas publier les montants des trois plus hautes rémunérations. Faute de délégation particulière, le seul dirigeant salarié est le chef d'établissement.

Aussi, pour des motifs liés à la confidentialité, il n'y a pas lieu de publier ces montants (Cf. avis de la FNOGEC publié dans l'ARC BOUTANT 493 de mai 2009).

Publicité des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes pour les OGEC dépassant certains seuils :

Afin de respecter le décret n°2009-540 du 14 mai 2009 et l'arrêté du 2 juin 2009 validant l'article L 612-4 du code de commerce il a été procédé par voie électronique auprès des services du Journal Officiel au cours de l'année 2024/2025 à la publicité des comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes de l'exercice 2023/2024.



B) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Mise en place d'une contribution des familles réduite à destination des élèves boursiers à compter de la rentrée scolaire 2025/2026.

C) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1- Principes

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/08/24 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n° 2022-01 & 2022-02 du 19 décembre 2022 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux recommandations et règles comptables préconisées par la FNOGEC.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2- Immobilisations corporelles et incorporelles :

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, y compris les frais engagés pour leur acquisition (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition d'une immobilisation).

L'option retenue de l'incorporation des frais d'acquisition est irrévocable et s'applique à toutes les immobilisations corporelles et incorporelles acquises.

Les dotations aux amortissements sont calculées en fonction de la durée de vie prévue des biens.
(voir détail tableau 2)

Conformément aux règlements de l'ANC sur les actifs, et aux durées retenues lors de l'exercice de première application (2005/ 2006), des nouvelles règles sur les actifs, les durées d'amortissement retenues sont inchangées et sont présentées ci-après :

Nature de l'immobilisation	Durée amortissement (années)	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Gros-œuvre: structures principales Voirie et Réseaux Divers (VRD)	30	3,33%
Clos et couvert : Revêtements de façades, Etanchéité, Toiture, Charpente, Menuiseries Extérieures	20	5,00%
Honoraires : maîtrise d'œuvre (architectes, BET, Géomètre)	15	6,67%
Equipements techniques : Chauffage, Plomberie, Electricité (courants forts), Climatisation, Ascenseurs, Courants faibles (Transmission, Communication, Alarmes ...)	10	10,00%
Corps d'état secondaires : Menuiseries intérieures, structures secondaires (faux-plancher, mezzanine...) Cloisonnement (cloisons, baies vitrées intérieures ...) Revêtements sols et murs intérieurs (carrelage, peinture, tapisseries, faux-plafonds), Miroirs, portail extérieur, revêtements de sols extérieurs	10	10,00%
Agencements : Aménagements et Installations diverses	10	10,00%
Matériel et équipements pédagogiques	5 à 10 ans	10% à 20%
Matériel de transport	4 à 10 ans	10% à 25%
Matériel informatique	5 à 10 ans	10% à 25%
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10% à 25%
Logiciels	1 an	100,00%

Depuis le 01/09/2014, les achats de mobilier et matériel de bureau ainsi que les équipements et matériel vidéo sont amortis sur 5 ans au lieu de 10 ans.
Les biens acquis antérieurement à cette date continueront à être amortis sur 10 ans.

3- Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières (dont le détail est fourni au D) §3) correspond à la valeur d'entrée des titres immobilisés et autres immobilisations financières, y compris les frais engagés pour leur acquisition.

A la date de clôture, les immobilisations financières font l'objet d'une évaluation. Cette évaluation est comparée à la valeur brute des immobilisations financières. Pour les titres immobilisés, la valeur d'entrée de chaque catégorie de titres est comparée à la valeur du cours du titre à la date de clôture.

Si cette évaluation est inférieure à la valeur d'entrée, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas où une moins-value latente est constatée à la clôture, l'OGIS apprécie au cas par cas en tenant compte des particularités de chaque titre (cotation du titre, durée de conservation, modalités de remboursement à échéance). Dans le cas où il n'y a pas d'intention de céder les titres à court terme et que le prix de cession à terme est garanti au pair, aucune dépréciation n'est constatée.

4- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition hors frais annexes engagés pour leur acquisition.
La valeur des titres en cas de cession a été estimée selon la méthode FIFO.

5- Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (Tableau VI)

6- Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres.
Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints, ils comprennent :

· Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat), (Tableau VIII).

A la clôture de l'exercice, le total pluriannuel de ces subventions s'élève à 1 367 466 € (Voir D §7).

7- Provisions

7-1 - Provision pour indemnités de départ à la retraite

Personnel OGIS

La provision pour IDR, calculée au 31/08/2025, correspondant aux droits acquis par l'ensemble du personnel OGIS, a été comptabilisée dans son intégralité.

Pour mémoire : Application à compter du 1er septembre 2015 de la Convention Collective des Salariés des Etablissements Privés (SEP) qui a entraîné un changement de méthode dans le calcul de l'IDR au 31/08/2016.

Sur l'exercice 2024/2025 la provision a été évaluée de la même manière en fonction de l'ancienneté acquise à la date de clôture du présent exercice et d'une table indiquant, en fonction de l'ancienneté acquise, le total des droits correspondants exprimés en nombre de mois de salaire.

Tableau montrant l'évolution des IDR OGIS :

	IDR AU 31/08/25	IDR AU 31/08/24	Delta
Personnel OGIS	428 246 €	405 391 €	22 855 €
Total	428 246 €	405 391 €	22 855 €

7-2 - Provisions pour grosses réparations

Le montant des travaux de gros entretien (toitures, façades, cours, murs d'enceinte...) ayant été réévalué à 1 644 667 €, 1/5 de cette somme est provisionné pour faire face à ces dépenses indispensables pour la sauvegarde de l'immobilier. Suite à une réévaluation des travaux de gros entretien, une provision complémentaire de 150 000 € a été comptabilisée au 31/08/2022 portant ainsi la provision à 1 800 000 € au 31/08/2022. Une nouvelle dotation a été constatée au 31/08/2023 pour un montant de 237 000 €, portant la provision à 2 137 000 €.

Une reprise de provision de 446 040,26 € a été effectuée sur les travaux réalisés au cours de l'exercice 2024/2025 à savoir l'entretien de la toiture, la reprise du revêtement de la cour du lycée, la réfection d'une partie des sols du lycée et l'isolation du bâtiment du lycée. Le solde de la provision est donc de 23 457,79 €.

Un nouveau plan pluriannuel de grosses réparations a été défini à compter de l'exercice clos au 31 août 2024 en s'appuyant sur les réalisations du précédent plan. Cette provision couvre les travaux de réfection des façades, murs d'enceinte, des peintures... Une dotation de 167 000€ a été comptabilisée sur l'exercice. Cette provision est dotée à hauteur de 334 000 €.

7-3 - Provisions pour immobilisations financières

Une reprise sur provision pour dépréciation des titres BPMED de 3,5 K€ a été constatée, portant ainsi la provision à 114 485,88€ au 31/08/2025.

8- Placement ANDANTE

Placement ANDANTE auprès de la Société Générale : Nous vous rappelons qu'un versement complémentaire de 340 000 € a été effectué en mai 2019.

Le compte s'élève à 335 967,10 €, au 31/08/2025, rémunéré en 2024 au taux de 2,61% l'an net de frais de gestion.

Ce placement ANDANTE a été instauré pour faire face aux sorties de trésorerie liées aux indemnités de départ en retraite. Les IDR des enseignants n'étant plus à la charge de l'établissement, ce placement est consacré exclusivement aux IDR du personnel OGIS.

Le contrat n'a pas été utilisé durant cet exercice, aucun départ à retraite n'étant intervenu.

9- Autres

Règles et méthodes comptables :

• Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

En tant que mandataire, en application de la convention de Mandat signé le 24 février 2017, OGIS collecte les cotisations de l'APEL auprès des familles et les lui reverse.

Les cotisations collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers (4541000) sans impact sur le résultat.

• Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés "concours publics" et comptabilisés en compte 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

• La ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond au total des comptes 70. (Voir détail Tableau IX)

• Effectif employé pendant l'exercice

Tableau de l'effectif moyen employé pour l'exercice 2024/2025

	Temps partiel 0,00 à 0,19 ETP	Temps partiel 0,20 à 0,39 ETP	Temps partiel 0,40 à 0,59 ETP	Temps partiel 0,60 à 0,79 ETP	Temps partiel 0,80 à 0,99 ETP	Temps plein	Total
Employé	0,75	0,60	3,58	2,02	5,52	17,00	29,47
Agent de maîtrise	0,13	0,38	1,67	1,41	1,82	15,00	20,41
Cadre	-	-	-	0,67	-	15,00	15,67
Cadre dirigeant	-	-	-	-	-	1,00	1,00
Total	0,88	0,98	5,25	4,10	7,34	48,00	66,55

• Rémunération des dirigeants

Au titre de l'exercice, aucune rémunération n'a été versée par l'OGIS aux administrateurs, ces derniers participent à quatre conseils d'administration et à une assemblée générale ordinaire par an. Compte tenu du temps de présence consacré (non significatif), aucune comptabilisation de contribution volontaire n'est constatée dans les comptes de classe 8.

• Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 19 233 € dont 17 694 € relatifs à la certification des comptes, et 540 € correspondent aux autres services.

• Rattachement des charges et produits à l'exercice

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges qui concernent totalement ou partiellement la période ultérieure à la date de clôture, elles s'élèvent à 199 390 € dont 50 K € de primes d'assurance, 32 K € de loyers immobiliers.

Les produits constatés d'avance, d'un montant de 27 334 €, correspondent aux frais d'inscriptions qui concernent l'exercice 2024/2025.

10- Correction d'erreurs

Au titre de l'exercice 2020, la quote-part des subventions d'investissement du département virée au compte de résultat a été majoré de 19 794,50 €.

Cette correction a un impact sur le résultat exceptionnel ainsi que sur le résultat de l'exercice de -19 794,50€.

Au passif, le compte 139130 - Subventions d'investissement du conseil départemental inscrites au compte de résultat est minoré de 19 794,50€.

D) NOTES SUR LE BILAN

1 - TABLEAU DE MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (chiffres exprimés en €)

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs					
	Autres immobilisations incorporelles	73 233	-	-	-	73 233
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
TOTAL I		73 233	-	-	-	73 233
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)					
	Constructions					
	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui	18 903 225	277 350	-	-	19 180 574
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 710 074	22 266	-	-	4 732 340
	Installations générales, Matériel de transport	3 233 612	28 170	-	-	3 261 782
	Autres immobilisations corporelles	23 177	-	-	-	23 177
	Matériel de bureau et informatique	2 718 800	90 640	-	-	2 809 440
	Mobilier	1 219 825	18 902	-	-	1 238 727
	Cheptel et immobilisations	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	151 275	623 032	-	-	623 032
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	120 246	-	-	120 246
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	-	-	-	-	-
	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	-	-	-	-	-
TOTAL II		30 959 987	1 180 607	-	-	31 989 318
FINANCIERES	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	660 691	12 644	-	-	555 579
	Prêts et autres immobilisations financières	50 122	-	-	-	50 122
TOTAL III		710 813	12 644	-	-	605 701
TOTAL GENERAL (I + II + III)		31 744 032	1 193 251	-	-	32 668 251,81

2 - TABLEAU DE MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (chiffres exprimés en €)

Amortissements			Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : amort. affectés aux élém. sortis de l'act. et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
INCORPORELLE	Frais d'établissement	Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles	Total II	73 233	-	-	73 233
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
		Sur sol d'autrui + AAI	15 241 224	690 002	-	15 931 226
		Insta.général, agencement, aménagement des constructions	-	-	-	-
	Installations Techniques, Matériel et outillage		5 209 954	222 905	-	5 432 860
	Autres immobilisations corporelles	Instal.général, agencement, aménagements divers	-	-	-	-
		Matériel de transport	22 616	560	-	23 177
		Mat.bureau et informatique, mobilier	2 130 056	370 601	-	2 500 657
	Total III		22 603 851	1 284 069	-	23 887 920
	Total Général (I + II + III)		22 677 084	1 284 069	-	23 961 152

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue des biens.

Nature	Durée de vie	Mode
- Gros-œuvre, Voirie et Réseaux Divers (VRD)	30 ans	mode linéaire
- Façades, Etanchéité, Toiture, Menuiseries Extérieures	20 ans	mode linéaire
- Chauffage, Plomberie, Electricité, Cablage, Climatisation, Ascenseurs	10 ans	mode linéaire
- Honoraires maîtrise d'œuvre (architecte, BET, géomètre)	15 ans	mode linéaire
- Bail à construction collège, école	17 ans	mode linéaire
- Intérieur : menuiseries, revêtements sols et muraux (carrelage...), portail extérieur	10 ans	mode linéaire
- Agencements, aménagements, installations diverses	10 ans	mode linéaire
- Matériel de transport	4 ans	mode linéaire
- Matériel de bureau	10 ans	mode linéaire
- Matériel informatique & audiovisuel	5 ans	mode linéaire
- Mobilier de bureau	10 ans	mode linéaire
- Mobilier de bureau	5 ans	mode linéaire

A compter du 01/09/2014, les achats de mobilier et matériel de bureau ainsi que les équipements et matériel vidéo sont amortis sur 5 ans au lieu de 10 ans. Les biens acquis antérieurement à cette date continueront à être amortis sur 10 ans.

Depuis le 01/09/2019, le matériel de transport est amorti sur 4 ans au lieu de 10 ans

3 - DETAIL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (chiffres exprimés en €)

Nature des immobilisations financières	Montant
Titres effort construction	198 338
Titres immobilisés	357 241
Prêts au personnel	-
Dépôt de garantie (1)	50 000
Cautions versées	122
Total	605 701

(1) Dépôt de garantie effectué auprès de la Sci Saint Albert, propriétaire des locaux

4 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES (chiffres exprimés en €)

Nature	Montant	Échéances	
		Jusqu'à un an	A plus d'un an
De l'Actif immobilisé	804 038		804 038
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1) (2)	-	-	-
Autres immobilisations financières	248 460	-	248 460
Titres immobilisés	555 579	-	555 579
De l'Actif circulant	1 072 609	397 686	672 865
Fournisseurs avances & acomptes	13 788	13 788	-
Fournisseurs débiteurs	14 924	14 924	-
Clients douteux ou litigieux	19 387	19 387	-
Autres créances clients	26 298	26 298	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	2 059	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux #4387+43872	4 196	4 196	-
Subventions à recevoir #44	264 999	264 999	-
Fonds de solidarité Stanislas et Appel #4541	52 398	-	52 398
Sci Saint Albert Le Grand#45	670 467	50 000	620 467
Produits à recevoir	1 812	1 812	-
Débiteurs divers	2 283	2 283	-
Total	1 876 648	397 686	1 476 903

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

(2) Prêts remboursés au cours de l'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès des membres

5 - PRODUITS A RECEVOIR (chiffres exprimés en €)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/08/2025	31/08/2024
Créances rattachées à des participations	-	-
Autres titres immobilisés	-	-
Prêts	-	-
Autres immobilisations financières	-	-
Créances clients et comptes rattachés	-	-
Autres créances	8 067	14 297
Disponibilités	-	-

6 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (chiffres exprimés en €)

Nature	Montant au 31/08/2024	Augmentations	Diminutions	Montant au 31/08/2025
Actions	16 192	-	-	16 192
FCP BPMED	227 383	118 742	-	346 124
Placement ANDANTE (1)	327 422	9 545	-	336 967
Total	570 997	128 287	-	699 283

(1) Le placement ANDANTE a été instauré pour faire face aux sorties de trésorerie liées aux indemnités de départ à la retraite des enseignants.
(cf. § C-8)

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (chiffres exprimés en €)

Nature	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance	199 390	-	-
Total	199 390	-	-

8 - Tableau de variation des Fonds Propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	16 626	-	-	-	16 626
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	434 674	-	-	-	434 674
Report à nouveau	7 962 728	-	828 537	-	8 791 265
Excédent ou déficit de l'exercice	828 537	- 828 537	841 278	-	841 278
Situation nette (sous-total)	9 242 564	- 828 537	1 669 815	-	10 083 842
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	1 355 184	-	386 910	- 374 628	1 367 466
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	10 597 749	- 828 537	2 056 725	- 374 628	11 451 309

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	16 626	-	-	-	16 626
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
<i>Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise</i>	-	-	-	-	-
<i>Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise</i>	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	434 674	-	-	-	434 674
<i>dont</i> Réserves pour investissements	434 674	-	-	-	434 674
<i>dont</i> Réserves de trésorerie	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Report à nouveau	7 962 728	-	828 537	-	8 791 265
Excédent ou déficit de l'exercice	828 537	- 828 537	841 278	-	841 278
Situation nette (sous-total)	9 242 564	- 828 537	1 669 815	-	10 083 842
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Subventions d'équipement	1 216 911	-	386 910	- 359 747	1 244 074
<i>dont</i> Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	52 447	-	69 783	- 69 888	52 341
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	-	-	-	-	-
Autres subventions d'investissement	138 274	-	-	- 14 881,13	123 392
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Droits des propriétaires (prêt à usage)	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	10 597 749	- 828 537	2 056 725	- 374 628	11 451 309

9- Tableau de suivi des subventions d'investissement

c - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
SUB CR 2006_53.9k CONSTRUCT* COMPLEXE SPORTIF ET CULTUREL	53 900	47 480	6 420
SUB CR 2006 24 957 € CONSTRUCT* COMPLEXE LYT	24 957	21 984	2 973
SUB CR 2008 53 827 POSE PROTEC SOL LG	53 827	42 472	11 355
SUB CR 2008 4K PROTEC.SOLAIRES.LYC.T	4 000	3 156	844
SUB CR 2011 49500 € ASCENSEUR EXTENSION INTERNAT	49 500	32 063	17 437
SUB CR 2011 36481.47 € CAPTEURS SOLAIRES A EAU INTERNAT	36 481	35 129	1 353
SUB CR 2013 8K € TRVX PROTECT* SOLAIRES LG	8 000	3 614	4 386
SUB CR 2013 4000 € TRVX PROTECT* SOLAIRE LT	4 000	2 299	1 701
SUB CR 2014 3000 € EQUIP BANC MACHINE LABO PHYS CPGE	3 000	3 000	-
SUB CR 2015 2500 € EQUIPT LABO OPTIQUE	2 500	2 457	43
SUB CR 2016 2K € EQUIPT LABO SVT LG	2 000	1 910	90
SUB CR 2016 7K € EQUIP LABO PHYS-CHIMIE CPGE	7 000	5 471	1 528
SUB CR 2017 15 K € EQUIPT LABO CPGE	-	-	-
SUB CR 2018 15k€ TRAVAUX INSTAL.CAMERAS & MISE EN SURETE ACC	15 000	6 000	9 000
SUB_CR_2019/06594 EQUIP.LABO.PHYS.CHIMIE CPGE	18 000	18 000	-
SUB_CR_2020_07343 EQUIP.LABO.CHIM.SI.LEGT	15 000	13 858	1 142
SUB_CR_2020_07344 EQUIP.LABO.PHYS LYCEE	4 216	4 216	-
SUB CR 2020 90 K€ TRAV. MISE EN SECURITE ENTREE	90 000	16 092	73 908
SUB CR 2021/08815 EQUIP PEDAGOGIQUES	12 000	5 021	6 979
SUB CR 2022/05527 EQUIP PEDAGOGIQUES	20 000	8 000	12 000
SUB_CR_23_04780 REMPLACEMENT SSI	13 746	3 023	10 724
SUB_CR_23_04867 AMENAGEMENT CENTRE DOCUMENTAIRE	6 538	2 529	4 009
SUB CR_24_05433/EQUIP LABO CPGE	6 000	976	5 024
SUB CR_25_05462/EQUIP LABO CPGE	8 000	-	8 000
SUB CR_24_05461/EQUIP LABO LG	8 000	-	8 000
Total SUB REGION	465 666	278 750	186 916
SUB CG 2006 177475 € COMPLEXE SPORTIF 2EME ANNEE	177 475	156 904	20 571
SUB CG 2005 170019 € COMPLEXE SPORTIF	170 019	149 768	20 251
SUB CG 2008 179715 € RESTRUCT.SELF COLLEGE	179 715	161 732	17 983
SUB CD 2015 100K € 3 SERVEURS+34 SIEGES+ DIV EQUIP	100 000	99 990	10
SUB CD 2016 97 K € EQUIP MAT INFORMATIQUE ET AUDIVISUEL	97 000	94 186	2 814
SUB CD 2020 202390 € EQUIP INFO+MULTIMEDIA	202 390	161 475	40 915
SUB CD 2019 186 K€ EQUIP MAT INFO VIDEO TRVX SECURITE	186 000	154 854	31 146
SUB CG 2017 118 066€ EQUIP MAT INFO SECURISE	118 066	103 142	14 924
SUB CG 2014 100 K€	100 000	84 508	15 492
SUB CD 2021 REFECTIION COURS+BSO+EQUIP INFO	186 474	92 383	94 091
SUB CD 2022	182 462	82 616	99 846
SUB_CG_23 COURS & REMPL CHASSIS + VITRAGE	256 000	30 772	225 228
SUB CD 2024 - CHASSIS/LAVERIE/SALLE PROFS/PEINTURES/TOITURE	260 617	27 770	232 847
SUB CD 2025 - ASCENSEURS/CHASSIS/BAIES VITREES	189 293	593	188 700
Total SUB DEPARTEMENT	2 405 511	1 400 693	1 004 818
AFFECT T.A 2019 EQUIPT ACHETE	20 673	20 673	-
AFFECTATION TAXE APPRENTISSAGE 2020	33 307	31 099	2 208
AFFECTATION TAXE APPRENTISSAGE 2021	12 553	9 210	3 343
AFFECTATION TAXE APPRENTISSAGE 2022	18 755	7 823	10 932
AFFECTATION TAXE APPRENTISSAGE 2023	23 932	7 986	15 946
AFFECTATION TAXE APPRENTISSAGE 2024	22 985	3 073	19 912
Total TAXE APPRENTISSAGE	132 205	79 864	52 341
SUB A.P.E.L 2020 CLASSES FLEXIBLES	20 000	9 676	10 324
SUB A.P.E.L 2022 CLASSES FLEXIBLES	12 500	2 589	9 911
AGEAU_2022_0692 TX DESIMPERMEABILISATION COURS	123 486	22 706	100 780
SUB AGEFIPH	3 113	736	2 377
Total AUTRES SUBVENTIONS	159 099	35 707	123 392
TOTAL GENERAL SUB +TA	3 162 481	1 795 015	1 367 466

10 - TABLEAU DE MOUVEMENT DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (chiffres exprimés en €)

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Fin de l'exercice
Provisions pour dépréciation des titres immobilisés	118 009	-	3 523	114 486
Provisions pour dépréciation des créances familles	13 758	19 387	13 758	19 387
Provisions pour dépréciation des comptes de débiteurs divers	-	-	-	-
Provision pour risques (1)	-	-	-	-
Provisions pour indemnités départ retraite	405 391	428 246	405 391	428 246
Provision pour gros entretien (2)	636 498	167 000	446 040	357 458
Total	1 173 656	614 633	868 712	919 576

(1) Litiges prud'homaux

(2) Voir § C n°7-2

11- ETAT DES ECHEANCES DES DETTES (chiffres exprimés en €)

Nature	Montant	Échéances	
		- 1 an	+ 1 an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	1 345 562	407 501	938 061
Sous-total dettes financières	1 345 562	407 501	938 061
Fournisseurs	958 443	958 443	-
Fournisseurs Retenue de garantie	12 814	7 779	5 035
Familles, élèves - avances & acomptes	848 040	848 040	-
Dettes sociales & comité d'entreprise	319 095	319 095	-
Etat et autres collectivités	73 491	73 491	-
Autres dettes	130 367	130 367	-
Sous-total autres dettes	2 342 251	2 337 216	5 035
Total	3 687 813	2 744 717	943 096

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Emprunts, dettes contractés auprès des membres

12- CHARGES A PAYER (chiffres exprimés en €)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/08/2025	31/08/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 203	3 049
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	199 433	185 415
Dettes fiscales et sociales #4282 + 4286 + 4378 + 4386 + 4486*	108 847	110 614
Autres dettes	2 116	2 386

E) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1- CHIFFRE D'AFFAIRES (chiffres exprimés en €) Tableau IX

Détail du Chiffre d'Affaires	31/08/2025	31/08/2024
Participation des Familles : enseignement	4 918 263	4 833 430
Participation des Familles : restauration	2 256 115	2 235 248
Participation des Familles : hébergement	549 446	541 481
Taxe d'apprentissage affectée au fonctionnement	33 738	42 129
Rabais, remises et réductions accordées (enseignement et restauration)	142 256	139 135
Sous Total participation des familles	7 615 307	7 513 152
Subventions Etat (forfaits)	1 085 592	1 044 601
Subventions Région (forfaits)	813 844	771 884
Subventions Département (forfaits)	575 529	562 662
Subventions Communes (forfaits)	419 802	417 529
Sous Total Subventions de fonctionnement " Forfaits "	2 894 766,98	2 796 676
Produits des services (au personnel et occasionnels)	60 064	55 645
Prestations annexes aux élèves (études surveillées, casiers, ateliers)	500 562	504 086
Prestations annexes aux tiers	-	-
Sous Total autres Prestations	560 626	559 731
Total général	11 070 700	10 869 560



2 - AUTRES PRODUITS (chiffres exprimés en €)

Détail des autres Produits	31/08/2025	31/08/2024
Revenus des immeubles non affectés à l'activité	18 392	17 394
Collectes et dons	1 212	930
Quote part de subventions d'investissement	215 996	229 248
Autres produits de gestion courante	168	307
Total général	235 767	247 879

3 - REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES (chiffres exprimés en €)

Détail des reprises sur provisions et transferts de charges	31/08/2025	31/08/2024
Reprises sur provision créances douteuses	13 758	14 445
Reprises sur provision pour risques	-	-
Reprise sur provision pour gros entretien	446 040	272 628
Reprises sur provision Indemnités départ à la retraite	405 391	373 883
Transferts de charges	33 726	32 286
Total général	898 915	693 242

F) ENGAGEMENTS HORS BILAN

1. ENGAGEMENTS DONNES

Crédits baux et locations mobilières :

Libellé	Montant de l'engagement total	Montant des charges antérieures	Charges TTC du 01/09/24 au 31/08/25	Annulation engagt changt de matériel	Montant de l'engagement au 31/08/25	A 1 an au plus	A + 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Crédits baux im	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits baux mo	-	-	-	-	-	-	-	-
Locations mobil	245 534	126 234	37 610	1 567	80 122	19 071	61 051	-
Total	245 534	126 234	37 610	1 567	80 122	19 071	61 051	-

2. ENGAGEMENTS RECUS

néant

3. SURETES REELLES

L'emprunt de 3 000 000 € destiné à financer les travaux de l'extension de l'internat Lalanne contracté en mars 2011 a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque auprès de la Société Générale. Il s'agit d'une hypothèque conventionnelle non inscrite lors de l'acte sur la construction réalisée. Si cette caution hypothécaire était mise en oeuvre, elle prendrait fin le 5 avril 2027.

4. AUTRES ENGAGEMENTS

L'emprunt de 1 200 000 € destiné à financer la construction de la maternelle contracté en février 2018 auprès de la Banque Populaire Méditerranée a fait l'objet d'un nantissement de 600 000 € de titres immobilisés.